

New York pourrait-il travailler sans Genève?

Chronique internationale

Jürg Lauber
Ambassadeur*



La semaine dernière, le Groupe d'experts de l'ONU sur l'intelligence artificielle était à Genève pour rencontrer plusieurs des organisations internationales qui y ont leur siège et échanger sur le rôle de cette technologie et les modalités nécessaires pour l'encadrer. Ces dialogues illustrent à merveille la collaboration et l'articulation entre les deux villes onusiennes, car c'est à Genève qu'on trouve les connaissances et les réseaux nécessaires pour anticiper, comprendre et maîtriser le monde de demain. De l'extérieur, il peut être difficile de comprendre comment travaillent les organisations internationales à travers ces deux sites, auxquels s'ajoutent leurs sièges régionaux et leurs autres lieux d'implantation dans le monde. Ayant dirigé les Missions permanentes de la Suisse auprès de l'ONU à Genève et à New York, je peux apporter quelques éléments de réponse. New York est l'endroit où ont lieu nombre de débats politiques, où l'on peut faire un tour d'horizon des grands dossiers dont la communauté internationale doit se saisir. C'est là que se retrouvent les 193 États membres de l'Organisation réunis en Assemblée générale pour discuter des grandes questions politiques - et, si possible, prendre des décisions qui sont le fruit du dialogue et d'une coopération ouverte. La Suisse est fortement engagée dans ces travaux ainsi qu'au Conseil de sécurité, qui siège également à New York. Genève, de son côté, est une plaque tournante à la croisée de l'expertise normative et des agences opérationnelles, que ce soit en matière de développement, de climat, de santé, de paix et sécurité, d'affaires humanitaires, de droits de l'homme, de travail, de commerce, de migration ou d'environnement, pour ne citer que ces domaines-là. Genève héberge des organisations qui envoient constamment des professionnels sur le terrain: c'est donc le lieu où mettre à l'épreuve des réalités du terrain les mécanismes et les solutions en cours d'élaboration pour répondre aux

défis d'aujourd'hui. Genève, à travers les milliers de réunions qu'elle héberge chaque année, permet de mettre en dialogue et en réseau des experts qui ont accès à des données et à des connaissances, socle de la gouvernance et de l'élaboration de normes. Pour reprendre l'exemple de l'intelligence artificielle, la présence à Genève de l'Union internationale des télécommunications, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle mais aussi du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et du CERN permet

«Les étoiles d'un restaurant dépendent très largement du travail effectué en cuisine...»

d'aborder cette question complexe sous les angles complémentaires de la technique, du commerce, des droits de l'homme et de la science ouverte. Nulle part au monde, on ne trouve une telle concentration d'expertises croisées: Genève est une véritable capitale mondiale en matière de normes et politiques publiques au service des États et de leurs citoyennes et citoyens. Elle s'intéresse en outre au monde de demain, notamment à travers l'anticipation, sur laquelle travaille GESDA. Cette institution spécialisée dans la diplomatie scientifique s'engage par exemple dans le domaine de l'informatique quantique, pour que les bénéfices de cette technologie soient accessibles à tous. L'expertise et le savoir-faire des universités et écoles polytechniques suisses ainsi que l'innovation et la promotion d'un dialogue de toutes les parties prenantes, marques de fabrique reconnues de notre économie, renforcent la place de Genève sur l'échiquier mondial. On entend parfois qu'à l'ONU Genève est la cuisine et New York le restaurant. Pour filer la métaphore, je dirais que les étoiles d'un restaurant dépendent très largement du travail effectué en cuisine...

*Représentant permanent de la Suisse auprès de l'ONU et des autres organisations internationales à Genève

www.tdg.ch

Coup de file

● **Prostitution** Connaître les détails du coup de file opéré par la Brigade de lutte contre la traite des êtres humains et la prostitution illicite à Genève, en France voisine et en Valais.



Réfugiés

● **Halle pleine** Se faire une idée des conditions de vie de 600 réfugiés logeant dans la Halle 7 de Palexpo dans des conditions précaires. Les capacités d'accueil sont saturées.



Horlogerie

● **Vendre en Inde** En apprendre un peu sur les perspectives de diffusion de certaines marques horlogères suisses en Inde, grâce notamment au récent accord de libre-échange entre les deux pays.



Courrier des lecteurs

Pour du logement digne et équitable

Lettre du jour

Genève, 18 mars À Genève, la question du logement est devenue une préoccupation majeure pour de nombreux citoyens. La rareté des logements disponibles a entraîné une hausse importante des loyers, plaçant de nombreux locataires dans une situation de vulnérabilité financière. Dans ce contexte, il est primordial de préserver les droits des locataires et de les renforcer.

Les locataires doivent bénéficier d'une protection adéquate contre les abus et les pratiques discriminatoires de la part des propriétaires. Cela inclut des mesures visant à limiter les augmentations de loyer abusives et à garantir des conditions de vie décentes dans les logements loués. De plus, il est essentiel que les locataires aient accès à des recours efficaces en cas de litige avec leur propriétaire, afin de faire respecter leurs droits et leurs intérêts.

En outre, il est important de reconnaître que le logement est un droit fondamental et que



chaque individu a le droit de vivre dans un logement sûr, abordable et adapté à ses besoins. L'État a donc la responsabilité de mettre en place des politiques et des programmes visant à garantir l'accès

universel à un logement décent, en particulier pour les groupes les plus vulnérables de la société.

En résumé, protéger les locataires à Genève ne consiste pas seulement à garantir leur sécu-

rité résidentielle, mais aussi à promouvoir la justice sociale et à créer des conditions de vie dignes pour tous les habitants de la ville.

Skender Salihi, député MCG

Parc Bertrand

Genève, 25 mars Un certain nombre de cyclistes ayant manifestement une vision déficiente, le respect d'interdiction de circuler dans le parc Bertrand était trop souvent bafoué. L'argument le plus souvent invoqué par ces contrevenants était de ne pas avoir vu le panneau placé aux divers accès du parc. On peut juste accorder à ces fautifs que plusieurs directives y étaient apposées, dont l'interdiction de circuler à vélo. Mais, depuis quelques jours, plus d'excuse! De belles barrières Vauban, intégralement recouvertes de banderoles rouges, affichent en grandes lettres blanches l'interdiction de circuler à vélo, précisant en plus petits caractères le risque de contravention pour les récalcitrants. Tous mes remerciements aux auteurs de cette initiative! Si l'esthétisme n'est pas au rendez-vous et pourra servir de prétexte aux râleurs, l'efficacité que j'espère permettra de

déambuler, à pied, dans les belles allées de ce parc, à l'abri de conducteurs de deux-roues malvoyants! **Pascal Boegli**

Milliards

Puplinge, 25 mars Le 18 mars, la «Tribune» mentionnait sans pudeur les milliards qui transitent par une famille genevoise très connue. Certes nous sommes en Suisse et habitués à ce genre de communication. Mais n'oublie-t-on pas qu'il y a à Genève des travailleurs pauvres et des pay-sans? N'est-on pas conscient qu'à force de non-respect de la «couche pauvre» on risque d'aller droit vers une guerre civile?

Catherine Papayoannou

Gâchis

Genève, 24 mars J'ai acheté mon vélo de la marque Flyer le 29 août 2019, dont je suis très satisfait. Je fais en moyenne quatre recharges par semaine de ma batterie les semaines où je travaille. Tout allait bien jusqu'à ce mois de février 2024, date à par-

tir de laquelle mon vélo a cessé de fonctionner. Impossible d'allumer mon vélo, de charger la batterie, et plus de voyant qui s'allume sur celle-ci. Je fais appel au TCS et ensuite au magasin de vélo Cyclissimo pour connaître le problème. Tous les deux ont le même diagnostic, à savoir que ma batterie est hors service. Selon les réparateurs, la panne vient d'un problème électronique de la batterie. Je ne suis pas énervé car j'ai dû changer ma batterie de vélo. C'est que cela est

très coûteux mais cela fait partie de l'usure des pièces. Je suis très en colère à cause des raisons de la panne de cette batterie. J'ai fait entre 600 et 800 recharges de cette batterie, ce qui est assez peu. Avant de casser, sa capacité de charge était encore au moins de 80% par rapport au début. Je pense donc que cette batterie avait encore assez de lithium pour tenir un bon moment si une pièce électronique n'avait pas cassé. Je trouve donc scandaleux que les composants électroniques ne soient pas de qualité suffisante pour utiliser l'intégralité des substances chimiques. Il s'agit d'un immense gâchis écologique! Je me questionne vraiment sur la volonté de faire des batteries durables et si une obsolescence programmée ne serait pas la principale responsable de ce désastre écologique. Je veux seulement témoigner d'une pratique qui me semble délétère pour le consommateur et surtout catastrophique pour l'écologie.

Thomas Dumont-Girard

Écrivez-nous

Vos réactions, votre opinion nous intéressent. Envoyez votre lettre à courrier@tdg.ch, ou à Tribune de Genève, courrier des lecteurs, case postale 5155, 1211 Genève 11. Votre texte doit être concis (1400 signes maximum), signé et comporter vos adresse et téléphone. La rédaction se réserve le droit de choisir les titres et de réduire les lettres.

Le temps de renouer les liens avec l'UE est venu

L'invité Bertrand Konaté

Responsable de projets CCIG*



Trois ans après l'échec de l'accord-cadre institutionnel, les négociations entre la Suisse et l'Union européenne (UE) ont repris. Il est capital que la Suisse saisisse cette nouvelle opportunité pour stabiliser et renforcer ses relations avec l'UE, car les accords bilatéraux ont largement contribué au succès de la Suisse. Avec la conclusion des bilatérales I et II, la Suisse dispose d'un partenariat unique et privilégié, qui est souvent décrit par les chefs d'États européens pour son approche jugée «cherry picking». En 2022, le volume d'échanges entre la Suisse et l'UE atteignait 1 milliard de francs par jour ouvrable. En comparaison, ce montant cor-

respond à nos échanges avec l'Indonésie sur une année. Il convient dorénavant de consolider la voie bilatérale afin que les différents accords puissent perdurer, en ayant un cadre bien défini. Plus concrètement, les négociations visent, d'une part, à stabiliser les accords d'accès au marché européen en intégrant des éléments institutionnels (reprise du droit, règlement des différends, mesures de compensation). D'autre part, elles permettront la conclusion de deux nouveaux accords dans le domaine de l'électricité et de la sécurité alimentaire. L'économie genevoise étant très orientée vers les exportations, ce futur accord est primordial pour assurer des conditions-cadres aux entreprises et ainsi assurer la prospérité de notre canton. Conséquence de l'échec de l'accord-cadre, les entreprises suisses rencontrent aujourd'hui des difficultés pour qu'un produit soit commercialisé en Europe. Une présence physique dans l'UE est

désormais nécessaire, ce qui a bien évidemment un coût non négligeable. La reprise des négociations doit constituer un signal fort envoyé aux autorités européennes pour que les entre-

«Avec l'opposition de l'UDC et de l'USS, la bataille ne sera pas simple.»

prises suisses puissent à nouveau bénéficier d'un accès sans obstacles au marché intérieur, et ce, au plus vite. Ces derniers mois, la Suisse a mené des discussions exploratoires avec l'UE afin de convenir d'un nouveau cadre qui soit acceptable pour les deux parties. La nouvelle approche dite «par paquet» permet désormais de mieux tenir compte des intérêts de la Suisse, en fonction des sept accords concernés pas les questions institutionnelles. Sur le plan social,

de nombreux efforts ont également été accomplis afin d'assurer le même niveau de protection des salaires en Suisse. Les différents acteurs impliqués dans le dossier doivent désormais avoir une communication active afin d'expliquer à la population dès à présent en quoi les «bilatérales III» sont dans l'intérêt de la Suisse. Avec l'opposition de l'UDC et de l'USS, la bataille ne sera pas simple. Il est donc primordial de déjà occuper le terrain si l'on ne veut pas commettre les mêmes erreurs que dans le passé. Vous l'aurez compris, le temps de renouer nos liens avec l'UE est donc arrivé. Il est primordial que la Suisse saisisse cette nouvelle opportunité afin de ne pas être isolée sur la scène internationale. Dans un ordre mondial toujours plus instable, nous nous devons de stabiliser nos relations avec notre partenaire le plus important!

*Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève